

nisations internationales, le Congrès des métiers leur refusa le droit de représentation. Les "assemblées" des Chevaliers du Travail disparurent graduellement, mais les unions indépendantes leur survécurent. La naissance de la Mutualité du Travail du Nord en 1912, première association n'acceptant dans ses rangs que les adhérents de l'Église catholique romaine, ouvrit une ère nouvelle; plusieurs des unions indépendantes alors existantes, dont le nombre s'était accru entre 1902 et 1912, se rallièrent à ce mouvement et devinrent connues, tantôt sous le nom d'unions nationales et tantôt sous le nom d'unions catholiques. En 1918, les unes et les autres se réunirent en conférence à Québec; en 1919, à Trois-Rivières et à Chicoutimi en 1920; à cette dernière conférence 120 unions avaient envoyé 225 délégués; il y fut décidé de créer un rouage central permanent pour la coordination des unités dispersées. L'année suivante, à la conférence de Hull, à laquelle assistaient environ 200 délégués représentant 89 unions, on approuva la nouvelle constitution qui entra en vigueur le premier janvier 1922; la Fédération des ouvriers catholiques du Canada était née. Il existe aujourd'hui 94 unions nationales et catholiques, ayant toutes ensemble 25,000 membres.

"One Big Union".—Mécontents de la politique, à leur dire réactionnaire, du Congrès des métiers et du travail du Canada, un certain nombre de délégués des groupements ouvriers de l'ouest canadien qui assistaient à la convention de Québec, en 1918, s'efforcèrent d'exercer une pression sur le Congrès pour y faire prévaloir leurs vues. Quelques mois plus tard, la Fédération du travail de la Colombie Britannique invitait les délégués de ces groupements à se réunir immédiatement après la convention annuelle de cette fédération, laquelle, pour la première fois, devait avoir lieu dans la cité de Calgary, c'est-à-dire en dehors de la province où s'exerçait sa juridiction. Cette conférence eut lieu le 13 mars 1919; 239 délégués y étaient présents; le résultat de ses travaux fut la formation d'un syndicat politico-ouvrier qui prit le nom de "One Big Union". Le 11 juin suivant, les dirigeants de cette nouvelle association se réunissaient de nouveau à Calgary pour mettre au point son organisation. L'assemblée suivante, qui fut la première convention semestrielle, eut lieu à Winnipeg en janvier 1920. Durant sa brève existence O.B.U. avait réalisé de rapides progrès, puisqu'elle groupait 41,150 membres à la fin de 1919. Dès ses débuts, O.B.U. fut vigoureusement combattue par les anciennes unions ouvrières constituant le Congrès des métiers et du travail du Canada, hostile à tout mouvement perturbateur de l'ordre de choses établi. A partir de 1920, O.B.U. a constamment décliné, abandonnée de la plupart de ses partisans, qui se faisaient réinscrire à leurs anciens syndicats.

Le travail organisé au Canada.—Le ministère du Travail évalue ainsi qu'il suit la force de la masse ouvrière au Canada, à la fin de 1924: syndicats internationaux 2,034 sections et 201,981 membres; groupements non internationaux, 268 sections et 21,761 membres; unités indépendantes, 33, possédant 11,901 membres; unions nationales et catholiques, 94, avec 25,000 membres. Au total, 2,429 sections et 260,643 membres, soit une diminution de 58 sections et 17,449 membres sur 1923.

On trouvera dans le tableau 1, les fluctuations des forces ouvrières organisées depuis 1911, (voir aussi le diagramme de la page 730 de l'Annuaire du Canada 1922-23.)